



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
www.npa2009.org

Bulletin édité par des militant/es du NPA du ministère du travail et de Pôle emploi n°21 - mars-avril 2015

LOI MACRON : CENSURONS LE GOUVERNEMENT DANS LA RUE

Face au risque du rejet de la loi Macron, y compris au sein de sa propre majorité, Manuel Valls a donc choisi d'engager la responsabilité du gouvernement en utilisant l'article 49-3 de la constitution (vote bloqué).

Ce recours au 49-3, que Hollande qualifiait lui-même en 2006 lors de son utilisation par de Villepin, de « brutalité » et de « déni de démocratie », permet au gouvernement de faire passer en force, sans vote, cette nouvelle offensive contre les droits des salariés que constitue la loi Macron.

Le projet de loi généralise en effet le travail du dimanche avec l'ouverture des commerces jusqu'à 12 dimanches par an sur autorisation administrative, et permet le travail, tous les dimanches et en nocturne, des salariéEs des « zones touristiques internationales ».

Il poursuit la destruction des conseils de prud'hommes entamée en novembre avec la suppression de l'élection des conseillers, et autorise la dépénalisation par ordonnance de toute une partie du droit du travail.

Il organise également le recul des obligations patronales et l'affaiblissement des droits des salariéEs dans le cadre des plans sociaux, et entérine l'irresponsabilité pécuniaire des grands groupes lorsqu'une de leur filiale met la clef sous la porte.

Les salariéEs ont donc moins de droits et les patrons moins de contraintes, tout leur est favorable. En bref, la loi Macron sécurise les entreprises en « désécurisant » toujours plus les salariéEs !

Ce coup de force du gouvernement montre une fois de plus, qu'il est aux ordres du patronat et des plus riches. Seules nos mobilisations, nos luttes pourront l'empêcher de poursuivre ces attaques en règle menées contre les salariéEs.

Le projet de loi doit désormais passer au Sénat, en avril. Utilisons ce temps pour construire une mobilisation unitaire et massive pour son retrait ! Avec comme première étape - même si on ne peut que regretter qu'elle intervienne si tard - la journée de grève interprofessionnelle appelée par la CGT, FO, FSU et Solidaires le 9 avril 2015.

Pour censurer ce projet de loi et le gouvernement, mobilisons-nous !

Le gouvernement contre le racisme... vraiment ?

La ministre de la justice, Chrsitiane Taubira, a annoncé la préparation d'une loi aggravant la pénalisation des propos racistes et antisémites. Dans le même temps, la secrétaire d'État aux droits des femmes, Pascale Boistard, a montré son intérêt pour un projet de loi interdisant le port du voile à l'université.

Un Patriot Act à la française ?

En fait de lutte contre le racisme, le projet Taubira sera focalisé sur les délits d'opinion. La fausse solution : une justice toujours plus expéditive. Parallèlement, la fermeture de sites internet peut se faire désormais sans passer par un juge, et la lutte contre l'apologie du terrorisme entretient une panique morale. Parmi les cas extrêmes, l'interrogatoire policier d'un enfant de 8 ans, et même la prison pour des propos tenus sous l'emprise de l'alcool. La restriction des libertés est une tendance de fond.

Le projet fragilisera aussi la liberté de la presse, un comble après les beaux discours du mois de janvier ! Pourtant, la presse défend parfois cette démarche autoritaire, citant le précédent de l'été 2014 : la lutte contre l'antisémitisme par l'interdiction de manifestations de solidarité avec les Palestiniens de Gaza ! Quant aux partenaires du gouvernement, ils jouent les pompiers pyromanes, comme le CRIF (« Marine Le Pen est irréprochable ») ou la Licra (avec la promotion de l'occupation israélienne dans les écoles).

Acharnement raciste et antisocial

Au même moment, un député UMP propose, lui, d'interdire le voile dans les universités, prétendûment au nom des droits des femmes. Le gouvernement a d'abord exprimé son intérêt, cela alors qu'une telle loi serait clairement discriminatoire. Par la suite, face aux critiques, Valls a déclaré que ce projet n'est pas d'actualité. Jusqu'à la prochaine occasion ? (suite au verso)

ÉGALITÉ DES DROITS



Pour recevoir nos bulletins, être informé de nos actions ou pour un contact avec nous écrivez à npaiteidf@yahoo.fr ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

A lire au verso :
La Grèce sous pression

Quand ce gouvernement, par la voix de Valls, dénonce « l'apartheid », c'est pour encourager la spéculation immobilière !

Par la loi et la police, l'État contribue aussi à un racisme structurel. Difficile de déposer plainte pour islamophobie. « *Si la police nous protège, qui nous protège de la police ?* », dit-on. On pourrait rajouter : si l'État nous protège du racisme, qui nous protège du racisme d'État ?

Ripostons !

Face aux coups de com' (et de matraque) du gouvernement, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. En soutenant l'auto-organisation des opprimés, construisons un front large contre le racisme, le fascisme, la violence

d'État et l'impérialisme. Un front contre la poursuite d'une même politique gauche-droite, et contre les « alternatives » réactionnaires cristallisées par le FN. Le succès de ce dernier évèle aussi le gouffre creusé entre le mouvement social et les cibles du racisme.

Comme le soulignait l'appel à manifester le 21 mars, la lucidité sur l'action de l'État n'empêche pas de revendiquer de véritables réformes démocratiques : retrait des lois racistes et liberticides, droit de vote des étrangers, reconnaissance et réparation des discriminations racistes.

Grèce : Syriza sous la pression de la troïka

En portant Syriza au gouvernement, le peuple grec a mis en déroute les partis qui se sont soumis aux exigences des institutions européennes et internationales (Union européenne, Banque centrale européenne et FMI). Les plans d'austérité et de régression sociale imposés depuis quatre ans aux classes ouvrières européennes ont été désavoués électoralement dans le pays qui, en Europe, a subi l'attaque sociale la plus violente.

Au lendemain de son élection, Alexis Tsipras, nouveau premier ministre, avait annoncé la mise en œuvre d'une série de mesures en rupture avec les engagements des gouvernements précédents : hausse du salaire minimum et des retraites, création d'emplois publics, annulation des réformes du marché du travail (les conventions collectives avaient été purement et simplement supprimées !), réforme pour lutter contre l'évasion fiscale...

L'Eurogroupe exerce sa pression

La riposte a été immédiate. D'abord, la BCE suspendait le refinancement des banques grecques, ainsi privées de liquidités. Puis l'Eurogroupe mettait la pression, avec le soutien de l'ensemble des gouvernements européens (de droit comme de gauche), pour prolonger la tutelle du mémorandum et pour que la Grèce consente à continuer à rembourser sa dette. Chose faite avec l'accord conclu en février à Bruxelles.

Le gouvernement Tsipras présente l'accord comme une victoire, qui permet

trait à la Grèce de sortir de l'assistance financière et de retrouver sa souveraineté... dans quatre mois. Mais par cet accord, le gouvernement s'engage à rembourser intégralement et à temps les crédateurs, à poursuivre les privatisations et ne pas prendre de mesures qui iraient contre cet objectif, en totale contradiction avec les engagements pris devant le peuple grec quelques jours plus tôt.

Les exigences mises en avant par l'Eurogroupe montrent bien que l'idée selon laquelle on pourrait rompre avec les politiques d'austérité en faisant l'économie d'une confrontation avec l'Union européenne et en laissant les mains libres au système bancaire qui a provoqué la crise et l'endettement est invalidée dans les faits. En indiquant d'emblée qu'il ne sortirait pas de la zone euro, le gouvernement grec s'est enlevé toute possibilité de peser dans les négociations et indiqué clairement que l'euro valait bien quelques sacrifices supplémentaires.

L'intervention des travailleurs sera décisive

L'histoire n'est pas encore écrite. L'accord n'a pas été accepté avec enthousiasme par le peuple grec et provoque



des oppositions au sein même de Syriza. La satisfaction des exigences populaires qui se sont manifestées à travers la victoire de Syriza passera nécessairement par l'intervention directe des travailleurs grecs pour le contrôle de leurs propres affaires.

C'est l'enjeu auquel le peuple grec est confronté, et il ne doit pas rester isolé. Empêcher les gouvernements de l'Union européenne de continuer à imposer leurs diktats, refuser toute ingérence, tout chantage au remboursement de la dette : cela passe aussi, chez nous, par la lutte contre l'austérité imposée par le gouvernement Valls-Hollande !